

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21702 - 80ÈME ANNÉE

## Conséquence d'un système néocolonial qui empêche le développement et favorise l'individualisme

### Lutte contre la pauvreté à La Réunion : un défi quotidien pour la solidarité

La Réunion traverse une crise sociale préoccupante avec 40 % de la population vivant sous le seuil de pauvreté et un chômage élevé, particulièrement chez les jeunes. Ces difficultés amplifient les inégalités et mettent à rude épreuve la solidarité, comme l'illustre la collecte 2024 de la Banque alimentaire. Entre inflation et baisse des dons, le recul de la solidarité est amplifié par un modèle néocolonial importé, valorisant l'individualisme au détriment des pratiques d'entraide traditionnelles. Une redéfinition des valeurs sociales et un retour à la solidarité communautaire sont nécessaires pour faire face à ces défis et promouvoir une société plus équitable.

La Réunion est marquée par une situation sociale préoccupante, où près de 40 % des habitants vivent sous le seuil de pauvreté selon l'Insee. L'île est également touchée par un taux de chômage élevé, notamment chez les jeunes, ce qui amplifie les difficultés pour de nombreuses familles. Cette réalité sociale est un défi quotidien pour les associations solidaires, comme la Banque alimentaire, qui tente d'atténuer les effets de cette précarité.

Le 23 novembre 2024, la Banque alimentaire de La Réunion a conclu sa collecte annuelle de dons. Pendant plusieurs jours, des bénévoles ont sollicité les clients des supermarchés pour rassembler des produits de première nécessité, tels que des pâtes, des conserves ou du lait. Leur objectif : récolter 50 tonnes de denrées pour venir en aide aux plus démunis.

Cette année, la collecte a été particulièrement difficile. Entre la hausse des prix due à l'inflation et les salaires et prestations sociales qui ne suivent pas ces augmentations, les dons sont moins nombreux. C'est le constat partagé par les bénévoles interrogés par Réunion Première.

Un autre a noté un changement dans les valeurs de la société réunionnaise, avec un recul de la solidarité : « C'est triste de voir que certains préfèrent acheter

de l'alcool plutôt qu'aider avec une boîte de sardines. »

### Rompre avec un modèle imposé pour rétablir la solidarité

Ce recul de la solidarité peut être compris à travers le prisme du néocolonialisme, qui a profondément transformé les valeurs de la société réunionnaise. À La Réunion, l'intégration dans un cadre français a importé un modèle de consommation à l'occidentale. L'individualisme et la quête de biens matériels, moteurs de ce modèle, ont progressivement remplacé les pratiques de partage et d'entraide, autrefois essentielles dans la société réunionnaise en tant que culture de l'océan Indien.

Dans le passé, les réseaux familiaux et communautaires permettaient de faire face aux défis économiques et climatiques. Aujourd'hui, ces réseaux se sont affaiblis sous l'influence de la société de consommation, qui valorise la réussite individuelle.

Pour que La Réunion puisse surmonter les défis de la pauvreté et des inégalités, il est nécessaire de revaloriser les pratiques traditionnelles de solidarité.

Pour favoriser ce réveil réunionnais, il est essentiel de repenser le modèle économique et social importé par le régime néocolonial. Cela passe par une meilleure prise de conscience de l'histoire et de la culture réunionnaises, ainsi qu'un investissement accru dans des initiatives locales qui renforcent les liens sociaux.

### Se libérer du néocolonialisme

Les produits de première nécessité offerts par des clients de la grande distribution sont redonnés par la Banque alimentaire à plusieurs associations. Ces

ONG travaillent pour soutenir les familles les plus fragiles.

Cette situation pose aussi une question : comment sensibiliser davantage la population et les décideurs à agir pour réduire les inégalités ? À l'image de ses voisins insulaires qui défendent leurs intérêts sur la scène internationale, La Réunion pourrait trouver des solutions pour renforcer sa situation face à ces défis sociaux et économiques. Mais cela suppose de revoir le cadre qui repose sur un régime néocolonial,

et de changer les mentalités pour que la solidarité redevienne un des fondements de la société réunionnaise, comme c'est le cas chez nos voisins.

*M.M.*

## Les pays qui captent plus de carbone qu'ils en émettent s'organisent

# Madagascar au cœur d'une alliance pour le climat : G-Zero

Madagascar, avec ses vastes forêts et ses zones riches en biodiversité, rejoint le Bhoutan, le Panama et le Suriname pour former le noyau de l'alliance G-Zero. Ces pays, souvent oubliés dans les négociations climatiques, souhaitent obtenir la reconnaissance de leurs efforts pour maintenir un bilan carbone négatif. Leur objectif est de devenir des modèles de pratiques climatiques et de conservation tout en attirant des financements pour soutenir leurs initiatives.

L'annonce a eu lieu le 12 novembre 2024, en marge de la COP29. Max Andonirina Fontaine, ministre malgache de l'Environnement, a souligné l'importance de cette initiative pour Madagascar, souvent décrit comme un « pays solution ». Les forêts malgaches jouent un rôle crucial dans l'absorption du dioxyde de carbone, malgré les menaces croissantes liées à la déforestation et au changement climatique. G-Zero ambitionne également de sensibiliser les décideurs mondiaux à l'importance de protéger les écosystèmes naturels.

### Objectifs et fonctionnement de G-Zero

Le forum G-Zero prévoit d'accroître l'ambition clima-

tique mondiale en travaillant sur trois fronts : Promouvoir la conservation des puits de carbone, comme les forêts et les zones humides.

Partager des solutions politiques et des technologies respectueuses du climat.

Renforcer le financement international pour la préservation des écosystèmes et la biodiversité.

Le siège de l'alliance sera situé au Bhoutan, avec une présidence tournante parmi les membres.

### Madagascar au cœur de l'initiative

Lors de la COP29, Madagascar a également inauguré un pavillon mettant en avant ses initiatives environnementales. Le pays espère que G-Zero attirera des financements innovants et incitera d'autres nations à s'engager dans des actions concrètes pour atteindre la neutralité carbone.

Avec G-Zero, ces pays démontrent qu'une coopération internationale centrée sur la préservation de la planète est possible et nécessaire. Les ambitions de l'alliance seront discutées à nouveau lors de la COP30 au Brésil, où ses membres espèrent un soutien accru de la communauté internationale.

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
80e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : [redaction@temoignages.re](mailto:redaction@temoignages.re)

SITE web : [www.temoignages.re](http://www.temoignages.re)

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : [publicite@temoignages.re](mailto:publicite@temoignages.re)

CPPAP : 0916Y92433

## Un acte révélateur de Paris pour les Réunionnais

# Emmanuel Macron a boycotté la COP29 : le soutien au néocolonialisme français plus important que la lutte contre la crise climatique

La COP29, sommet international sur le climat qui s'est tenue à Bakou en novembre 2024, a été marquée par l'absence remarquable du président français, ainsi que de membres du gouvernement de ce pays. Cette décision, soutenue par Emmanuel Macron, aurait dû susciter de nombreuses critiques à La Réunion. Mais cela ne fut pas le cas. Il est à noter qu'aucun responsable politique réunionnais, ou ONG réunionnais n'a fait part de sa participation à la COP29. Cela rappelle l'état de dépendance intellectuelle de notre pays vis à vis de Paris au bout de près de 80 ans de régime néocolonial. Nos voisins ont été très actifs pour défendre des positions qui concernent La Réunion, notamment la solidarité avec les pays insulaires vulnérables à la crise climatique. Ce sont nos voisins et plus largement l'Alliance des États insulaires qui a défendu les intérêts des Réunionnais, pas les dirigeants français qui ont boycotté la COP29. Or, comme toutes les conférences annuelles de l'ONU sur le Climat, la COP29 était un événement crucial pour l'avenir climatique mondial a été largement ignoré. Pourtant, ce sommet a vu des décisions importantes pour lutter contre le changement climatique, comme le lancement de l'alliance G-Zero avec Madagascar au cœur de l'action et la mise en œuvre du Fonds pour les pertes et dommages. Mais pourquoi la France a-t-elle choisi de boycotter cette conférence ?

### Un boycott au cœur des tensions politiques

Le gouvernement français a justifié son absence en raison des tensions diplomatiques avec l'Azerbaïdjan. En effet, cet État soutient des organisations et des mouvements dénonçant le passé et le présent colonial de la France dans plusieurs pays, notamment en Corse, Kanaky (Nouvelle-Calédonie), la Guadeloupe, la Martinique et la Guyane. Le président de l'Azerbaïdjan a d'ailleurs dénoncé la répression coloniale exercée par Paris en Kanaky Nouvelle-Calédonie. Paris refuse de reconnaître cette réalité. Le numéro un français a donc préféré fuir le débat qui aurait pu être posé s'il était venu participer à la Conférence de l'ONU sur le climat. Cette situation a exacerbé les différends entre les deux pays. La création du Groupe d'initiatives de Bakou est un

collectif promouvant la décolonisation et les droits des peuples. Ce groupe a son secrétariat à Bakou. Il inclut des représentants de mouvements indépendantistes de diverses régions sous influence française. Ses objectifs sont clairs : dénoncer le néocolonialisme, soutenir les revendications d'autonomie et promouvoir une gouvernance plus équitable et respectueuse des droits des peuples autochtones.

### L'impact à La Réunion : une COP sous silence

À La Réunion, où les conséquences du réchauffement climatique sont déjà visibles avec la sécheresse, l'absence de dirigeants de la République française à ce rendez-vous mondial a eu des conséquences. La couverture médiatique a été quasiment inexistante, ce qui reflète une volonté de minimiser l'importance d'une conférence pourtant déterminante pour les pays insulaires vulnérables comme La Réunion. Cette posture devrait être perçue comme une trahison par certains acteurs locaux et environnementaux : Paris préfère défendre le néocolonialisme français que porter les intérêts des anciennes colonies à la Conférence de l'ONU sur le climat. L'absence de réaction des ONG environnementales et d'acteurs politiques est inquiétante : à quand un réveil réunionnais ?

Au-delà de ces tensions politiques, le boycott français illustre un problème plus large : la difficulté pour certains pays de concilier enjeux climatiques globaux et intérêts géopolitiques. En refusant de participer à la COP29 à haut niveau, Paris a non seulement perdu l'occasion de défendre les priorités climatiques de la République française, mais elle a aussi tourné le dos à une discussion essentielle sur le sort des populations les plus vulnérables qui vivent notamment dans les anciennes colonies comme La Réunion.

Pour des pays comme La Réunion, en première ligne des impacts du changement climatique, le silence français à Bakou restera un épisode inquiétant et révélateur.

**M.M.**

# Oté

## I parl dévlopman ! Mé oussa i lé sète La Rényon ?

Mézami i paré lo PiB la Rényon sa i réprézante pliss 23 milyar l'ero — mwin la mèm antandi 32 milyar — I fé arien, nou lé pa a dis milyar l'éro pré. Sirtou si i fé prèss pa arien ansanm. Press pa arien ?

Mi apèl sa konmsa pars mwin la antann dir Air Austral la bézoin larzan é la bann k'i fé plizyèr milyar zot la pankor vèrss arien. Mi rapèl kan bann gran magazin lété an vante ébin la pa la bann an késtyon l'ashté sé bann mauricien. In pé partou néna bann sossyété lé an difikilté é impossib azot trouv sa dann lotofinansmanan parmi bann milyar k'i dor.

Donk sanm pou mwin néna matla larzan i dor par-si par-la é i fé pa granshoz bien itil ansanm... Sé pou sa mi poz la késtyon : kossa i ansèrv in larzan antassé si li ansèrv pa pou dévlope lékonomi par lotofinansman. Kossa sa i ansèrv si lékonomi kapitalist pou son dévlopman i puiz pa ladan ?

Fitintan nou bann kominiss nou téi di néna kékshoz i apèl lésplottassion néokolonyal é sa i anpèsh in dévlopman korèk noute lékonomi pars la mète an plass in mashine pou transform larzan piblik an larzan privé sanké sa i ansèrv kékshoz noute lékonomi rényonèz.

Na pwin lontan in kamarade la di amwin : i koné la kantité larzan i rante La Rényon, mé impossib konète konbien i rotourn dann bann mézon mère. Lé pa égzazéré d'dir sète afèr-la lé pa klèr ditou. Konm la formassion bann pri lé pa klèr ditou. Konm la rézon la shèrté d'la vi lé pa klèr non pli... Mi di sa pars étan pti kolon mwin la poin lo moiyn konète la réponss bann késtyon mi poz mèm si pou mwin sa inn bann késtyon éssanssyèl.

Alor, kissa i sava klèr noute lantern anou rényoné, pou ké ni fini par konprann kékshoz dann lo bouyon noir lo zourite noute lékonomi i larg pou anpèsh anou konprann in pé lé shoz, mèm pa bokou in pti morsso konm séga lontan téi di.

A bon antandèr salu !

*Justin*